

face au mouvement révolutionnaire

ou qu'est-ce qu'être révolutionnaire dans la France de notre temps

En avril 1947, alors que les ministres communistes participaient à la gestion de l'Etat, une grève éclata dans les usines Renault. Le mot d'ordre du Parti Communiste et de la C.G.T. était à cette époque « Produire d'abord » et la grève était considérée comme « l'arme des trusts ». Parti des ateliers 6 et 18, le mouvement s'étendit rapidement pour une augmentation de 10 F à l'heure. La direction syndicale C.G.T. s'oppose violemment à la grève et les membres du Comité de grève furent dénoncés comme des « hitléro-trotskyistes » (c'est ainsi que l'on nommait alors les groupuscules).

Pendant le défilé du 1^{er} Mai, les militants qui tentèrent de distribuer l'appel du Comité de grève de chez Renault furent agressés par les staliniens, frappés, leurs tracts déchirés. Cependant, la grève gagna toute l'usine et atteignit des entreprises métallurgiques de la région parisienne et de la province. Comprendant que le mécontentement était profond et qu'il valait mieux diriger que dénoncer, pour pouvoir contrôler, C.G.T. et P.C.F. avec un bel ensemble firent un virage à 180° et prirent la direction des opérations du Comité de grève comme s'ils n'avaient eu d'autre souci que de les faire aboutir. La politique de « produire d'abord » était moribonde et le président du Conseil, le socialiste Ramadier, put évincer du pouvoir ses collègues communistes.

La brutalité et le manque de pudeur de ce virage frappèrent tous les militants : les staliniens espéraient qu'avec le temps on oublierait leur attitude première.

Les événements que nous venons de vivre ces dernières semaines évoquent d'une manière frappante cet épisode de 1947. Nous espérons que les rédacteurs de *Servir le Peuple* (organe de l'U.J.C. M.I.) qui semblent faire coïncider la dégénérescence de la C.G.T. avec le dernier battement du cœur de Staline nous expliqueront pourquoi la C.G.T. eut cette attitude et en quoi elle différa du spectaculaire vstrage sur l'aile que vissent d'effectuer P.C.F. et C.G.T. en 1968.

Depuis plusieurs semaines, l'*Humanité* mettait en garde contre les gauchistes. Ces égards répétés témoignaient d'une inquiétude certaine. Roland Leroy consacra un long moment de son rapport sur la propagande à un récent Comité Central à fustiger la phrase pseudo-révolutionnaire et les actes aventuristes... Vinrent les événements de Nanterre et la fermeture de la Faculté. L'*Humanité* du vendredi 3 mai relègue ces événements en trois bouts de colonne de sixième page et cite de très larges extraits du texte du doyen Grappin accompagnés du commentaire suivant :

« Ainsi les activités des groupes pseudo-révolutionnaires — que nous n'avons cessé de dénoncer — ont abouti à une mesure qui, à la veille des examens, lèse gravement la masse des étudiants. Les étudiants de Nanterre, dans leur immense majorité, souhaitent travailler dans les meilleures conditions et à quelques semaines de leurs examens, leurs préoccupations n'ont rien à voir avec celles des semeurs de troubles. Ils l'ont prouvé hier quand une centaine de « gauchistes », installés dans un amphithéâtre émirent de nouveau la prétention d'empêcher le cours pour les 450 autres étudiants qui attendaient. L'un des responsables de l'U.E.C. intervint alors, soutenu par tous les étudiants et comme un

commando de « gauchistes » tentait de l'agresser, les étudiants explosèrent en quelques minutes les provocateurs. Ainsi le cours put avoir lieu. »

Le même numéro de l'*Humanité* contient l'article de base de Georges Marchais. Il nous faut en citer quelques extraits car il devint la cible générale des étudiants dans les jours suivants et lorsque des dizaines de milliers de manifestants clamèrent par dérision « Nous sommes un groupuscule ! », les droits d'auteur de Georges Marchais pour cette formule ne peuvent en aucun cas lui être discutés. L'article est intitulé : « De faux révolutionnaires à démasquer » :

« Comme toujours lorsqu'on propose l'union des forces ouvrières et démocratiques, les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux. Ils sont particulièrement actifs chez les étudiants. A l'Université de Nanterre, par exemple, on trouve les « maoïstes » ; les « Jeunes Communistes Révolutionnaires » qui groupent une partie des trotskystes ; le « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires », lui aussi à majorité trotskyste ; les anarchistes, divers autres groupes plus ou moins folkloriques. Malgré leurs contradictions, ces groupuscules — quelques centaines d'étudiants — se sont unifiés dans ce qu'ils appellent le « Mouvement du 22 mars Nanterre », dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit. Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants — agitation qui va à l'encontre de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes — voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier... Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes... Les thèses et l'activité de ces « révolutionnaires » pourraient prêter à rire. D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois, méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière, qui, rapidement, mettront en veilleuse leur « flamme révolutionnaire » pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme... En développant l'anticommunisme, les groupuscules gauchistes servent les intérêts de la bourgeoisie et du grand capital... Mais, il est bien évident que nous ne confondons pas les petits groupuscules gauchistes s'agitant dans les universités avec la masse des étudiants... C'est pourquoi il faut combattre et isoler complètement tous les groupuscules gauchistes qui cherchent à nuire au mouvement démocratique en se couvrant de la phraséologie révolutionnaire. »

Nous n'avons donné que quelques extraits de ce laborieux factum qui traduisent fidèlement la pensée (?) de Marchais : une pensée de flic (il y a des trublions à l'Université, dirigés par un Allemand, prière de les en expulser). On peut même dire que Marchais a tracé leur voie à Roche et à Grimaud qui tentèrent de combattre et d'isoler complètement lesdits groupuscules. Il est vrai qu'eux n'y mirent point de sentiments xénophobes et que coups de matraques et grenades à gaz atteignirent équitablement autochtones et étrangers. Du profond mécontentement qui règne dans les Facultés, du désir d'actions réelles des étudiants, de leur lassitude à écouter le ron-ron habituel des organi-

sations traditionnelles. Personne ne semble s'apercevoir au P.C.F. Quand la Sorbonne est occupée et que la police commence ses violences le vendredi 3 mai (c'est-à-dire le soir même de l'attaque de Marchais contre les gauchistes), la Fédération de Paris du P.C.F. et les secteurs parisiens de l'U.E.C. sortent 50.000 exemplaires d'un tract qui met sur le même plan le pouvoir et les aventuriers gauchistes. On voit bien à quoi aboutissent les agissements des groupes gauchistes « qui prennent prétexte des carences gouvernementales et spéculent sur le mécontentement des étudiants pour tenter de bloquer le fonctionnement des facultés et d'empêcher la masse des élèves de travailler et de passer leurs examens... Ils facilitent la tentative du pouvoir, de la presse, de la radiotélévision pour isoler les étudiants de la population. Par leurs mots d'ordre aventuristes, par leur conception de l'action violente de « petites groupes », ils n'offrent aucune perspective concrète et freinent la mobilisation massive des étudiants qui, seule, peut faire reculer le pouvoir. Ils favorisent en même temps l'intolérable agitation fasciste et raciste d'« Occident ». Ils créent un terrain propice aux interventions policières et aux entreprises malthusiennes du ministre Peyrefitte ».

(*Huma-Dimanche*, 5 mai 1968.)

Après avoir annoncé en sept lignes que le S.N.E.SUP. et l'U.N.E.F. lançaient un ordre de grève, l'*Huma-Dimanche* détaille la question orale que Louis Baillot, député communiste de Paris, pose à M. Peyrefitte et dont l'audace montre à quel point les dirigeants communistes avaient saisi l'enjeu de la bataille. Il est demandé au ministre quelles mesures il compte prendre :

« 1° Pour permettre aux étudiants de pouvoir étudier normalement et préparer leurs examens dans de bonnes conditions :

» 2° Pour apporter de véritables solutions aux légitimes revendications estudiantines (logements, restaurants universitaires, bourses) ;

» 3° Pour mettre en œuvre un plan d'urgence de construction de Facultés et d'I.U.T. dans la région parisienne. »

Si l'on met de côté le premier point auquel le gouvernement avait déjà donné une réponse le vendredi soir au moyen de son recteur et de ses policiers, on remarquera qu'aucune des mesures proposées par Baillot ne devait retenir l'attention des étudiants dans les jours qui suivirent. Non pas qu'ils étaient contre, mais ils ne se battaient pas pour un replâtrage, ils voulaient détruire l'Université d'antan pour faire du neuf.

Le lundi 6 mai le virage n'est pas encore pris, le titre de l'*Humanité* est lourd d'incompréhension et de rage sectaire :

« A la veille des examens, des mesures d'urgence s'imposent en faveur de l'Université. L'U.E.C. et le Parti Communiste dénoncent la répression policière, les responsabilités du pouvoir et des aventuriers gauchistes. »

L'*Humanité* prend nettement position contre le mot d'ordre de grève des étudiants et des enseignants :

« Un mot d'ordre de grève illimitée dans les Facultés à partir d'aujourd'hui, mot d'ordre dont se félicite bruyamment la « Fédération des Etudiants Révolutionnaires » qui rassemble divers groupuscules trotskystes, a été lancé par le